

Les affinités électives du développement durable, du développement personnel et du libéralisme

Analyse des représentations de militants engagés dans des mouvements "alternatifs".

Nicolas MARQUIS
Docteur en sciences politiques et sociales (FUSL)
Master en Quantitative analysis for the social sciences (KUB)
Chargé de cours FUSL, ULB, UCL
mail : marquis@fusl.ac.be

1. Introduction : de l'intérêt d'un regard sociologique sur les usages profanes du discours du « développement durable »

Depuis maintenant plus d'une décennie, une littérature croissante insiste sur la nécessité de définir le « développement durable », tantôt considéré comme une notion, un concept, un référentiel ou un paradigme. On peut détecter la présence d'au moins deux axes récurrents de questionnement dans les propos des auteurs qui investissent ce sujet. Il y a d'abord ce qu'on pourrait appeler une interrogation « disciplinaire ». Celle-ci porte principalement sur le fait de savoir ce que la thématique du développement durable « fait » aux différentes disciplines qui l'intègrent (e.a. Zaccai, 2007). Partant de là, on se demande également s'il est possible que le développement durable devienne un objet scientifique à part entière, et quelles dimensions il doit alors intégrer (environnementale, économique, sociale, éthique, etc.). Le deuxième axe de questionnement concerne la connexion entre les discours autour du développement durable et les pratiques censées les appliquer (e.a. Boutaud et Brodhag, 2006, Rudolf et Kosman, 2004), lorsqu'elle sont par exemple le fait de pouvoirs publics et prennent pour objet la ville : l'expression « ville durable » a-t-elle un sens (Bernié-Boissard et Chevalier, 2011) ? Est-il tout simplement possible de « faire » du développement durable (Scarwell et Roussel, 2006) ? En amont ou en aval de cette réflexion qui pointe souvent les hiatus, les décalages (intentionnels ou non) ou encore les tensions entre les paroles et les actes, certains auteurs posent la question plus large de la potentielle incohérence intrinsèque à l'expression « développement durable » et au message qu'on lui affuble : peut-on continuer « se développer » et le faire durablement, voire à l'infini (Vivien, 2003) ? Pour penser la durabilité, ne faut-il pas sortir de l'équation implicite « développement égal croissance » selon laquelle nous fonctionnons depuis l'invention de l'idée du marché autorégulateur, colonne vertébrale d'une économie libérale, constituant une première dans l'histoire des sociétés et qui ne peut se penser autrement qu'en expansion (Polanyi, 1944, Gauchet, 1979, Rosanvallon, 1979) ?

Ces questions sont complexes parce qu'elles engagent une réflexion non seulement sur la possibilité de faire science et de mettre en pratique des préceptes particuliers, mais plus encore sur la nature

même de nos sociétés et sur les possibilités, réelles ou chimériques, de transformer celles-ci de manière plus ou moins pensée et ordonnée¹. Elles interrogent, au final, nos conceptions de la « vie bonne » et celle de la « vie ensemble dans le monde ». Nées de traditions philosophiques, émergeant de discussions scientifiques ou politiques, ou issues de mouvements sociaux, toutes ces questions n'ont pas manqué de pénétrer le monde social et le sens commun où elles entrent en relation avec d'autres représentations, d'autres symboles déjà partagés. Si on peut bien sûr y voir la marque du processus de récursivité des savoirs scientifiques et des savoirs profanes, cela ne doit nullement oblitérer le fait que le développement durable est l'objet d'une préoccupation grandissante, notamment relayée par de nombreux médias². Il s'agit là indéniablement de quelque chose qui aujourd'hui *compte* dans notre culture, ou à tout le moins dans certains segments de celle-ci.

Mais que recouvre cette préoccupation pour le « développement durable » lorsqu'elle émane non de scientifiques, philosophes, politiciens ou leaders d'opinion, mais bien de citoyens *lambda* ? On peut affirmer sans trop de risque que si l'idée de « développement durable » fait l'objet de débats de fond dans la communauté scientifique, elle est encore infiniment plus floue dans le « sens commun » - pour autant qu'elle soit utilisée pour exprimer une préoccupation qui semble effectivement plus largement répandue que l'appellation elle-même. La profusion de sens autour de la préoccupation qu'étiquète la problématique du développement durable est telle que l'on pourrait dire de cette expression qu'elle est un « signifiant flottant », pour reprendre un concept de l'anthropologue C. Lévi-Strauss (1950). Cette appellation n'a rien de péjoratif. Elle met en lumière le fait suivant : l'efficacité d'une notion (c'est-à-dire son succès dans une culture) est au moins en partie liée à la multiplicité de ses usages possibles ou, autrement dit, au vide sémantique intrinsèque qui la caractérise³ : lorsque nous parlons de développement durable dans la vie courante, nous « voyons » ce dont il s'agit sans avoir besoin ni d'une définition précise, ni de s'assurer qu'autrui comprenne la même chose que nous par cette expression.

Comprendre sociologiquement l'usage du terme « développement durable » (et de la préoccupation qu'il recouvre) comme concept profane (c'est-à-dire tel qu'il est utilisé dans le sens commun) suppose donc un travail très différent de celui qui vise à stabiliser scientifiquement cette notion. Il s'agit de comprendre comment la notion est réappropriée, utilisée, « pratiquée » dans la vie quotidienne par des individus. On cherchera donc à décrire comment cette idée et cette préoccupation *font sens* pour eux. Ainsi, l'article proposé ici ne questionne pas le développement durable *en tant que tel* (sa pertinence sociale ou scientifique, sa cohérence, son histoire, etc.), mais

¹ En sociologie, l'idée d'une transformation des sociétés par les mouvements sociaux fut mise sur le devant de la scène dans les années 1970 (voire par exemple le travail d'A. Touraine, et notamment *Production de la société*, 1973). Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui se rallient plutôt à la vision défendue par A. Giddens dans *Les conséquences de la modernité* (1994). L'auteur y comparait la société(hyper)moderne à un « camion furieux », machine surpuissante lancée à pleine vitesse, que les humains, même collectivement, ne contrôlent que très partiellement.

² Ainsi, les chaînes télévisées d'information ont développé des capsules « environnement », ou « Terre », qui viennent rejoindre les traditionnelles pages « économiques », « politiques », « sportives », etc. Il en va de même pour la presse écrite, comme le montre l'exemple de *La Libre Belgique*, dont les pages 2 et 3 sont consacrées depuis quelques années à une rubrique intitulée « Planète ».

³ Dans un travail récent, l'anthropologue D. Fassin et le psychiatre R. Rechtman ont appliqué ce raisonnement à la catégorie de « traumatisme », également hyper présente dans le langage commun (Fassin, Rechtman, 2007).

bien les représentations sociales du développement durable⁴. Par ailleurs, il ne s'agit nullement ici de chercher à légitimer ou disqualifier des idées ou des représentations (qui peuvent paraître à chacun plus ou moins sympathiques en fonction de valeurs et de préférences personnelles), mais au contraire de les décrire et d'interpréter leur succès.

La thèse qui sera défendue est que la terminologie du développement durable représente, au moins dans certains segments de la population belge, un exutoire pour exprimer des inquiétudes variées, mais toutes propres aux sociétés démocratiques libérales et individualistes (Ehrenberg, 2010). D'un côté, ce discours permet de visibiliser et de retraduire certaines difficultés (réelles ou supposées) à vivre ensemble dans le vocabulaire libéral de l'*autonomie*, de la *responsabilité individuelle* et du *bien commun*. Le discours du développement durable rencontre dans le sens commun d'autres discours à l'histoire longue et qui possèdent certaines caractéristiques structurales identiques - ils sont, comme l'aurait dit Max Weber, en « affinités électives » - , au point qu'il est fréquent d'observer les individus s'en emparer et les mélanger. D'un autre côté, il permet de mettre à jour chez ces individus ce qu'on appellera plus bas une « grammaire du changement social », c'est-à-dire une représentation plus ou moins partagée de « ce qui ne va pas » dans la société, des « causes du malaise », des « crises » qu'elles traversent, mais aussi des possibilités que nous avons de nous en sortir. Une ligne de tension nous intéressera particulièrement : elle concerne la place du politique (dans ces représentations de sens commun) en tant qu'agent de changement potentiel dans la société.

Ainsi, nous montrerons que, lorsqu'on observe son évolution dans le sens commun, l'usage du discours du « développement durable » ne révèle pas uniquement des préoccupations pour l'environnement, le modèle économique à pratiquer ou la juste redistribution des richesses, mais la manière dont les individus s'approprient des ressources culturelles⁵ pour donner sens à leur existence et à la société dans laquelle ils pensent vivre.

La structure de l'article est la suivante. Dans un premier temps, nous présenterons notre démarche méthodologique, en discutant des partis-pris que notre matériau spécifique nous engage à prendre. Dans un second temps, nous présenterons cette « grammaire du changement » en l'illustrant à partir du matériau. Ensuite, dans un troisième temps, nous nous focaliserons sur une question particulièrement intéressante : à qui incombe, selon les individus, la responsabilité du changement à venir ? Dans un quatrième et dernier temps, nous questionnerons les affinités entre le discours du développement personnel et celui du développement durable, en défendant l'hypothèse que ceux-ci partagent le même vocabulaire : celui de la société libérale.

2. Méthodologie et matériau d'enquête

Pour tenter de donner quelques éléments de réponses aux questions soulevées, nous ferons usage d'un matériau récemment produit et encore non exploité. Il s'agit des résultats d'une enquête par

⁴ En ce sens, la perspective développée s'apparente à celle d'une anthropologie ou d'une sociologie du sens commun (comme l'entend Herzfeld cité par Fassin et Rechtman (2007 : 407)).

⁵ En suivant Eva Illouz, je propose de définir la culture comme "the way we make sense of who we are through actions shaped by values, key images and scenarios, ideals, and habits of thought; through the stories we use to frame our own and others' experience; through the accounts we use to explain our own and others' failures and successes; through what we feel entitled to; through the moral categories we use to hierarchize our social world." (2008: 8).

questionnaire réalisée par Internet. Cette enquête, construite en tandem avec Vincent Commenne⁶, s'inspire à la fois des vagues successives de l'*Enquête européenne sur les valeurs* (voir Abts et al., 2011 pour les résultats belges de la vague de 2008) et de l'enquête réalisée dans les années 1990 aux Etats-Unis par Ray et Anderson (2000), qui popularisa l'expression de « créatifs culturels ». Le questionnaire comporte environ 150 questions qui portent sur les valeurs, les représentations et les comportements des répondants principalement dans les domaines de l'écologie, de l'investissement en politique, de l'investissement dans l'associatif, du rapport à la multiculturalité, du travail sur soi, de la spiritualité et de l'économie. Ces questions permettaient aux répondants de se situer par rapport à une série de propositions sur une échelle de Likert à 5 niveaux (allant de « Pas du tout d'accord » à « Tout à fait d'accord »).

Il est indispensable de préciser le segment de la population visé et la façon dont les données furent récoltées, afin de ne pas se méprendre sur la portée des résultats présentés ici. L'enquête a en effet principalement ciblé des individus dont on pouvait supposer qu'ils étaient déjà socialisés à (voire intéressés par) des préoccupations particulières qui ont trait au « développement durable ». La publicité de l'enquête a été réalisée via des canaux susceptibles de toucher ces personnes, qu'il s'agisse de publications périodiques (p.ex. *Imagine Demain le Monde*, *Agenda Plus*, *BioInfo*, etc.) ou d'organismes actifs dans le domaine (Maisons du développement durable ou de l'écologie, *Les Amis de la Terre*, etc.). Le questionnaire est resté accessible sur Internet durant les premiers mois de l'année 2012. Au total, 2741 répondants ont complété le questionnaire de manière valide.

Cependant, la taille non-négligeable de l'échantillon ne doit pas induire en erreur : l'enquête ne peut prétendre à une quelconque « représentativité » (au sens statistique du terme). En effet, l'échantillon n'a pas été constitué selon une procédure aléatoire, pour la simple raison que la population visée (les personnes déjà sensibilisées aux questions du développement durable) n'est nullement identifiée. Il n'existe pas de base de données (ou de « Registre National ») permettant de construire un échantillon de manière aléatoire (ou de redresser un échantillon). Dès lors, du fait de son mode de passation (par Internet et en accès libre), l'enquête est inévitablement soumise au problème bien connu du *self-selection bias* (biais d'auto-sélection), puisque ce sont les répondants eux-mêmes qui choisissent en répondant au questionnaire de faire partie de l'échantillon (voir Fripiat et Marquis, 2010, pour une discussion méthodologique de ce point en ce qui concerne l'enquête par Internet). Il n'y a aucune certitude que ceux-ci soient représentatifs des individus qui n'ont pas répondu soit parce qu'ils n'ont pas eu accès à l'enquête, soit parce qu'il n'ont pas souhaité répondre. C'est même le contraire qui est plutôt probable.

Tout en gardant ce point à l'esprit, il faut cependant se garder de verser dans une vision « fétichiste » de la représentativité statistique. A l'instar de Martin (2009), nous proposons ici de renverser la perspective : si notre enquête ne peut prétendre à parler pour une population qui n'est pas définie, elle représente cependant une étude exploratoire qui permet de l'approcher pour la première fois⁷.

⁶ que je remercie de me laisser libre de l'utilisation des résultats, dont l'interprétation proposée ici n'engage que moi.

⁷ Dès lors, il ne sera pas nécessaire ici de faire usage de méthodes statistiques complexes, puisque notre première tâche est celle de donner à voir les caractéristiques de cet échantillon en le *décrivant*. A part une analyse factorielle en composante principale, les tableaux de fréquences simples nous donneront toute l'information dont nous avons besoin ici.

Par correction, on restera donc attentif à parler de « proportion de l'échantillon » et non pas de « proportion d'une population » que nous ne connaissons pas par d'autres moyens.

Le tableau 1 permet de mieux saisir la répartition de l'échantillon sur certaines variables socio-démographiques classiques. On remarquera que 69% des répondants sont des femmes, et que 65,1% ont plus de 40 ans. Par ailleurs, 48,4% d'entre eux estiment gagner moins de 1500 euros net par mois, mais ils sont 75,8% à avoir réalisé des études supérieures. Enfin, 55,9% de l'échantillon habite l'axe Bruxelles-Brabant Wallon-Provence de Namur.

Tableau 1. caractéristiques socio-démographiques de l'échantillon

Variable	Effectifs valides	Pourcentages valides	Variable	Effectifs valides	Pourcentages valides
Sexe			Plus haut cursus achevé		
Féminin	1891	69	Primaire ou secondaire inférieur	122	4,5
Masculin	849	31	Secondaire supérieur	473	17,3
Total	2740	100	Supérieur non universitaire	1018	37,3
Tranche d'âge			Supérieur universitaire	1052	38,5
Moins de 30 ans	393	14,3	Autre	67	2,5
De 30 à 39 ans	565	20,6	Total	2732	100
De 40 à 49 ans	583	21,3	Lieu de résidence		
De 50 à 59 ans	695	25,4	Bruxelles	751	28,1
60 ans et plus	504	18,4	Prov. Brabant Wallon	438	16,4
Total	2740	100	Prov. Namur	305	11,4
Revenu mensuel net			Prov. Liège	456	17
de 0 à 1000 eur	609	22,2	Prov. Luxembourg	83	3,1
de 1001 à 1500 eur	716	26,2	Prov. Hainaut	243	9,1
de 1501 à 2000 eur	713	26	Flandre	88	3,3
de 2001 à 3000 eur	507	18,5	Hors Belgique	311	11,6
Plus de 3000 eur	193	7	Total	2675	100
Total	2738	100			

Beaucoup d'individus interrogés connaissent des initiatives qui intègrent dans leur projet l'une ou l'autre facette du développement durable : sur 32 dispositifs cités (allant des Paniers Bio à la responsabilité sociétale des entreprises en passant par les habitats groupés, de la Simplicité volontaire au commerce équitable en passant par les Groupes d'achats en commun, etc.), les individus déclarent en connaître en moyenne 21, et être directement impliqués dans près de 7 d'entre eux. Au cours de l'année écoulée, 55% des sondés ont été bénévoles dans une association ou un mouvement, 64% ont effectué au moins un versement à un association d'intérêt général. Par ailleurs, 43% d'entre eux sont directement impliqués dans une activité de militance non politique, et 16% disent militer dans un cadre politique.

Par ailleurs, les personnes interrogées présentent massivement une image d'eux-mêmes comme étant plus informés, plus conscients et plus préoccupés de problèmes de société que l'on rattache habituellement à la question du développement durable. A titre d'exemple, le tableau suivant témoigne du fait que 72,6% des individus se considèrent comme étant plus préoccupé que la

moyenne des gens par l'impact écologique de leur mode de vie au quotidien. Il en va de même sur d'autres dimensions (sociale, économique, etc).

« J'ai le sentiment d'être plus préoccupé que la moyenne des gens par l'impact écologique de mon mode de vie au quotidien »

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	43	1,6	1,6
	Plutôt pas d'accord	209	7,6	9,2
	Neutre	501	18,3	27,5
	Plutôt d'accord	1224	44,7	72,1
	Tout à fait d'accord	764	27,9	100,0
	Total	2741	100,0	

Si les individus se présentent comme particulièrement conscients de différents enjeux, il se pensent aussi comme plus actifs. De manière générale, ils estiment en effet en « faire plus » que la moyenne de la population pour arriver à résoudre ces problèmes, que ce soit via des actions directes ou de la sensibilisation et du prosélytisme. Ainsi, 78,6% disent sensibiliser leur entourage à leurs préoccupations.

« Je tente de sensibiliser mon entourage à mes préoccupations »

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	21	,8	,8
	Plutôt pas d'accord	130	4,7	5,5
	Neutre	434	15,8	21,3
	Plutôt d'accord	1475	53,8	75,2
	Tout à fait d'accord	681	24,8	100,0
	Total	2741	100,0	

Une dernière caractéristique de l'échantillon doit être présentée pour comprendre la suite du propos. Une bonne partie des individus interrogés se présentent comme engagés dans un processus que l'on n'identifierait *a priori* moins volontiers comme étant lié à la question du développement durable, et que l'on pourrait qualifier de « travail sur soi ». Ce processus comporte différentes dimensions ou facettes (spirituelle, corporelle, thérapeutique, relationnelle, etc). A titre d'exemple, les individus sont près de 90% à s'accorder avec l'idée selon laquelle ils seraient sur un chemin de « développement personnel » (cf. tableau ci-dessous). Ils sont aussi majoritairement d'accord avec le fait de dire qu'ils sont sensibles à la « dimension spirituelle de l'existence » (76,1%), qu'ils travaillent à actualiser leur « potentiel humain » (82,2%), qu'ils sont engagés dans un travail sur la relation à leur propre corps (68,8%), dans un travail thérapeutique (68,3%), ou encore dans un travail de réflexion par rapport aux « valeurs féminines et masculines qui les habitent » (75,4%).

« J'ai l'impression d'être sur un chemin de développement personnel qui a un impact sur la manière dont je vis »

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	19	,7	,7
	Plutôt pas d'accord	52	1,9	2,6
	Neutre	249	9,1	11,7
	Plutôt d'accord	879	32,1	43,7
	Tout à fait d'accord	1542	56,3	100,0
	Total	2741	100,0	

Il est donc important de retenir pour la suite de l'analyse que nous avons à faire à des individus qui ont tous tendance à se penser chacun comme *différents* des autres, mieux informés, plus actifs que la moyenne de la population, mais aussi pratiquant un style de vie particulier, prétendument beaucoup plus en phase avec leurs propres valeurs qu'ils présentent comme spécifiques (89,4% l'affirment). Nous aurons à revenir plus tard sur ce point.

3. Grammaires du changements

L'expression de « grammaire » est empruntée à la philosophie de L. Wittgenstein (1953/2004). Une grammaire structure ce que le philosophe appelle un « jeu de langage », que l'on peut comprendre comme un ensemble de termes qu'un groupe d'individus appartenant à une culture mobilise de manière souvent spontanée pour donner sens au monde qui l'entoure. L'étude des jeux de langage permet donc de mieux saisir nos « formes de vie », culturellement et socialement situées. L'idée de « jeu de langage » vise en effet à montrer qu'on ne comprend une parole ou une manière de se représenter le monde qu'en étant au fait de l'environnement social dans lequel elle prend place. Encore une fois, l'idée n'est certainement pas d'évaluer si les individus ont tort ou raison, mais de comprendre comment ils utilisent des ressources et des discours culturels pour mettre en forme le monde dans lequel ils vivent. Pour cela, il faut, disait Wittgenstein, étudier le sens des mots comme on le ferait d'un moteur, c'est-à-dire quand il fonctionne (in Douglas, 1980 : 33). Il s'agira dans notre cas de percevoir leur réaction à différentes propositions quant à l'état du monde.

3.1. l'idée de crise et les causes du malaise

Dans les grammaires que laissent transparaître les réponses des individus, l'idée que nous vivrions dans une société en *crise* est sans conteste celle qui est la plus partagée, ainsi que le montre l'adhésion massive à la proposition volontairement floue selon laquelle « nous allons droit dans le mur si nous continuons à vivre comme ça » (seuls 7,6% des individus ne se disent pas plutôt ou tout à fait d'accord).

« Nous allons droit dans le mur si nous continuons à vivre comme ça »

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	10	,4	,4
	Plutôt pas d'accord	37	1,3	1,7

Neutre	160	5,8	7,6
Plutôt d'accord	677	24,7	32,3
Tout à fait d'accord	1857	67,7	100,0
Total	2741	100,0	

On pourrait ici aussi parler d'un signifiant flottant, car chacun peut mettre des choses différentes derrière cette idée, mais l'adhésion qu'elle remporte indique bien la prégnance de la représentation commune selon laquelle nous serions à un tournant sans précédent de notre histoire : « ça ne peut plus continuer ». Il est cependant intéressant de remarquer qu'au-delà de ce plébiscite, les individus interrogés se montrent bien plus divisés lorsqu'ils sont confrontés à des questions plus précises sur la nature de cette crise. Nous voudrions ici évoquer deux aspects.

Le premier fait écho au débat brièvement évoqué en introduction autour de la potentielle contradiction contenue dans l'expression « développement durable ». En d'autres termes, cette contradiction peut s'exprimer comme suit : est-il possible de changer le système actuel « de l'intérieur », en adjoignant de nouveaux principes à ceux qui existent déjà *ou* la seule solution n'est-elle pas de révolutionner les fondamentaux du système actuel pour repartir sur de nouvelles bases ? Plus précisément, on peut encore l'écrire de cette façon : est-il possible de concilier les intérêts d'une économie capitaliste et les besoins écologiques ? Les réponses que donnent les individus à cette question sont extraordinairement disparates, à tel point que cette variable possède l'écart-type le plus important de la batterie de questions : 44,3% des individus désapprouvent l'idée, 17,5% se déclarent neutres, et 39,2% la soutiennent. On retrouve une distribution identique sur d'autres variables questionnant la possibilité de changer le système actuel sans révolution fondamentale. L'accord apparent sur la nécessité d'un changement ne doit donc pas masquer les différentes façons que les individus ont d'envisager *l'ampleur* de celui-ci.

« Il est possible de concilier les intérêts d'une économie capitaliste et les besoins écologiques »

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	528	19,3	19,3
	Plutôt pas d'accord	687	25,1	44,3
	Neutre	480	17,5	61,8
	Plutôt d'accord	640	23,3	85,2
	Tout à fait d'accord	406	14,8	100,0
	Total	2741	100,0	

Le deuxième aspect complète le premier. Au-delà du sentiment général de « crise », les individus ont des avis plus partagés quant aux causes principales de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Lorsqu'il leur est demandé de classer les propositions de menaces qui pèsent sur notre monde par ordre d'importance (1 = le plus important, 7 = le moins important), les individus plébiscitent la menace que représente la prédominance du système économique. En deuxième position (et avec un écart net), on retrouve la destruction de l'environnement, suivi par le même écart de l'item portant sur la raréfaction des ressources disponibles pour l'humanité. L'idée d'une perte de sens se retrouve

en milieu de tableau, juste après les problèmes liés à l'allocation des ressources. L'absence de développement personnel est perçue comme l'item le moins menaçant.

Les principales menaces qui pèsent sur notre monde sont...

	N	Moyenne	Ecart type
La prédominance du système économique	2741	2,6746	1,68459
La destruction de l'environnement	2741	3,0467	1,66414
La surpopulation , causant la faim dans le monde et le problème d'accès à l'eau potable	2741	3,4677	1,73357
La perte sens et le materialisme ambiant	2741	3,5108	1,89322
La violence générée par les conflits et le terrorisme	2741	4,2999	1,75419
La pauvreté dans les pays riches	2741	5,3491	1,50071
L'absence de développement personnel de la population	2741	5,6512	1,62985
N valide (listwise)	2741		

3.2. Y a-t-il encore une place pour l'utopie ?

Explorer les grammaires du changement suppose de se confronter aux représentations pratiques ou indigènes de l'*utopie* dans sa double dimension sémantique : *eutopia*, le « lieu bon », « la société idéale » et *u-topia*, « le lieu qui n'existe pas », « la société impossible à atteindre ». L'utopie est-elle un ingrédient indispensable à la pensée, même profane, du changement social ? Est-il possible que nous évoluions dans un environnement de pensée dont les utopies auraient disparu ? Tenter de répondre à ces questions permettra de regarder sous un autre angle les représentations de l'évolution du monde et de la société, et d'analyser la place qu'y prend le développement durable dans sa dimension potentiellement utopique. Avant de développer ce point un bref retour en arrière s'impose. Pour de nombreux intellectuels, le XXe siècle a marqué une triple rupture dans la production des utopies dans le monde occidental.

D'abord, le parachèvement de la séparation entre l'Eglise et l'Etat, amorcée dans la philosophie des Lumières et consacrée en France par la loi Briand de 1905, confine définitivement la croyance au Paradis dans la sphère privée (Gauchet, 1985), et fait place à la célébration de la *Raison* humaine qui doit lui permettre de sortir de son « état de minorité » (Kant, 1792, *Was ist Aufklärung ?*). L'utopie d'un « au-delà » se voit remplacée par une utopie dont la possibilité tient uniquement au développement de compétences *humaines*. La deuxième rupture correspond à la chute des « idéologies (ou religions) séculières » que furent le nazisme et le marxisme, portant chacune l'espoir d'un monde nouveau accessible ici-bas⁸. Deux conséquences notables à cette chute furent abondamment discutées. Premièrement le coup porté au programme rationaliste initié par les

⁸ On peut également citer l'utopie socialiste plus précoce, qui se manifesta notamment dans la création des phalanstères, sous l'impulsion de Charles Fourier (1772-1837), mais aussi dans certaines réalisations de la classe ouvrière (voir Thompson (1963/2012) pour une étude très fouillée du cas de la classe ouvrière anglaise).

Lumières que constitua la découverte des atrocités commises - rationnellement - par les régimes hitlérien et staliniens (Dumont, 1976, de Lara, 2008).

Deuxièmement, le triomphe du libéralisme, cristallisé par la fin de la Guerre Froide et la Chute du Mur de Berlin, serait désormais délesté de l'alternative menaçante pour lui que représentait le communisme (De Munck, 1999). Ainsi, le monde se serait progressivement « désenchanté » (Gauchet, 1985, 2004) au fur et à mesure de la disparition des « idéologies », selon le mot de Destutt de Tracy. Ne resterait qu'un système (néo)libéral, capable de détruire ou d'intégrer les critiques dont il fait l'objet (Boltanski, Chiapello, 1999), et dont l'utopie affichée - en fait une dystopie - est celle d'un monde darwinien où les structures collectives ont disparu, où tous luttent contre tous, et où l'exploitation ne connaît pas de limite (Bourdieu, 1998).

La troisième rupture est constituée par la prise de conscience progressive de ce que l'on pourrait appeler la « finitude du monde », où l'on comprend que l'humanité possède désormais le pouvoir de se détruire elle-même, comme l'ont laissé penser le développement des armes de destructions massives, les catastrophes industrielles ou technologiques (e.a. l'accident de Tchernobyl, voir Beck, 1986), et bien sûr les multiples aspects de la problématique environnementale (raréfaction des ressources, pollution de la biosphère, destruction de la couche d'ozone, augmentation de la population, etc.⁹).

Dans ce contexte, quelle peut être la place dévolue aux utopies ? A lire les travaux de philosophes ou sociologues, trois attitudes se disputeraient actuellement le terrain. La première est celle du *cynisme*. Mise en lumière par Sloterdijk (1983) ou Castoriadis (1975), elle est le propre de ceux qui, ne croyant plus en rien, pas même dans la possibilité du progrès par la raison humaine, délaissent la croyance (ou l'investissement) dans le changement pour *s'adapter* au monde actuel, tout en en tirant un maximum de bénéfices personnels. La seconde attitude résulterait du passage de l'utopie sociale (telle que présente chez More ou Rabelais) à une « techno-utopie » (Musso, 2010). L'utopie se voit arrachée du champ social et politique pour s'épanouir dans un scientisme qui prophétise la résolution des problèmes bien connus de l'humanité par le développement des connaissances (Lecourt (2008) parle quant à elle de « techno-prophètes »). La troisième attitude est celle du « catastrophisme » - là aussi une dystopie - professant un avenir sombre à une humanité incapable de se comprendre et de se gérer.

L'opposition entre « technoprophétisme » et « catastrophisme (biologique, mais aussi économique) » est aujourd'hui très visible dans de nombreux débats. Bien qu'ils aient en commun la référence à un état actuel insuffisant (et au vocabulaire de la *crise*), l'annonce d'un changement massif (imminent ou plus lointain) ainsi qu'une critique forte de l'argument fatal de la nécessité utilisé par les responsables en place (disant en substance « que feriez-vous à notre place ? » (Stengers, 2009 : 29)), les tenants de chaque attitude s'accusent mutuellement d'inconscience et d'incapacité à développer un discours argumenté. Certains philosophes ont cru pouvoir résumer cette tension dans l'opposition entre d'une part une forme particulière d'humanisme (la confiance dans la capacité des humains à imaginer des nouvelles solutions, notamment techniques) qui voit notamment le salut dans l'investissement dans la recherche et le développement et plus globalement dans un « appel à

⁹ en témoigne par exemple le rapport *The limits to growth*, publié en 1972 par le *think-tank* « Club de Rome », dont certains aspects réactivent les thèses néomalthusianistes (voir, sur le renouveau de cette doctrine, Lemaître, 2009).

l'intelligence », et d'autre part une forme inavouée d'ascétisme anti-humaniste (le catastrophisme imaginant l'auto-limitation, voire le reniement par l'humanité de ce qu'elle est actuellement comme une nécessité, soit dans le meilleur des cas que les humains se l'imposeront eux-mêmes volontairement, soit qu'elle interviendra de manière incontrôlée)¹⁰.

Le matériau dont nous disposons permet de discuter le tableau rapidement brossé ici. Pour le dire d'une phrase, il semble que la grammaire du changement que donnent à voir les individus interrogés ne correspond en fait à aucune des trois attitudes typiques (cynisme, techno-utopie, catastrophisme) décrite ci-dessus.

3.2.1. Optimiste

Tout d'abord, la préoccupation de nos répondants pour un monde en crise, cristallisée dans l'idée selon laquelle « nous allons droit dans le mur si nous continuons à vivre comme ça », est généralement accompagnée d'un optimisme enchanté, étranger tant à l'attitude cynique qu'à la perspective catastrophiste. Les individus interrogés (dont on rappelle ici une dernière fois la spécificité, présentée au point « méthodologie ») croient majoritairement à la possibilité d'un changement accessible vers un « mieux-être » pour le monde, l'humanité, et chacun de ses membres, dont ils disent déjà pouvoir constater les prémisses. Ainsi, seuls 16,4% d'entre eux déclarent ne pas être en accord avec l'idée selon laquelle « il ressortira quelque chose de bon du contexte de crise actuel », tandis que près de 50% disent observer des initiatives qui montrent que nous sommes « sur la bonne voie ».

"Je pense qu'au final, il ressortira quelque chose de bon du contexte de crise actuelle"

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	98	3,6	3,6
	Plutôt pas d'accord	351	12,8	16,4
	Neutre	823	30,0	46,4
	Plutôt d'accord	1166	42,5	88,9
	Tout à fait d'accord	303	11,1	100,0
	Total	2741	100,0	

"Je peux déjà observer des initiatives qui montrent que nous sommes sur la bonne voie"

¹⁰ Pour des discussions sur cette opposition, où les auteurs prennent souvent le contrepied du catastrophisme, dans lequel certains incluent volontiers la décroissance, voire le développement durable, voir notamment Lecourt (2008), Gauchet (1990) Le Goff (2009). Ce courant n'est pas en manque de qualificatif pour fustiger cette attitude qu'il dénonce : on y parle d'« écofascisme », de « terrorisme vert », de « nouvelle peste verte », de « haine de l'humanité », de « décroissance punitive », de « nouveau désordre écologique », d'« imprécateurs », d'« angélisme moralisateur », de perte de l'esprit critique, etc. Pour un autre positionnement, voir par exemple Dupuy (2002), qui insiste sur nos difficultés à penser les catastrophes autrement que sous l'idée du principe de précaution notamment, et aussi Dominique Bourg et Kerry Whiteside (2010). On peut aussi lire l'essai récent de Stengers *Au temps des catastrophes. résister à la barbarie qui vient*, où l'auteure, également opposée à un catastrophisme primitif, milite plutôt pour un réapprentissage de « l'art de faire attention » à ce qui nous environne, humanité et nature comprises (2009 : 112).

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	136	5,0	5,0
	Plutôt pas d'accord	409	14,9	19,9
	Neutre	837	30,5	50,4
	Plutôt d'accord	1105	40,3	90,7
	Tout à fait d'accord	254	9,3	100,0
	Total	2741	100,0	

3.2.2. Les voies du changement

Comment les individus se représentent-ils la manière dont ce changement, unanimement reconnu comme nécessaire et majoritairement reconnu comme possible, interviendra ? Le tableau suivant reprend le classement par les répondants des voies les plus probables du changement (1 étant le plus probable, 8 étant le moins probable).

Les voies les plus probables d'un changement sont...

	N	Moyenne	Ecart type
une modification du fonctionnement du monde économique	2741	2,9792	1,98827
les actions collectives locales et les nouveaux mouvements sociaux	2741	3,1609	1,65115
les actions entreprises individuellement par chacun en tant que citoyen/consommateur	2741	3,4593	1,74263
un travail intérieur de un grand nombre de personne	2741	4,0595	2,21057
les décisions prises par le monde politique	2741	4,8070	2,19363
une plus grand place prise par les femmes et le féminin	2741	5,2149	1,79358
un progrès de la science et des technologies	2741	5,5418	1,93550
les actions entreprises par autres entités qui ne dépendent pas des hommes	2741	6,7775	1,83640
N valide (listwise)	2741		

Plusieurs éléments valent la peine d'être notés. Premièrement, une modification du fonctionnement du monde économique se détache clairement en tête du classement, tout comme la menace que représentait la prédominance de ce système dans le classement précédent. Le contexte actuel de crise économique dans lequel le monde est plongé depuis 2008 et les discours que cela entraîne ne

sont certainement pas pour rien dans ce plébiscite. Deuxièmement, la « techno-utopie » dont il a été fait état plus haut ne semble pas trouver d'écho chez les répondants, puisque les progrès de la science et de la technologie ne sont cités qu'en avant-dernière position (place moyenne de 5,54 sur 8). Troisièmement, on peut s'étonner de la cinquième place prise par les « décisions issues du monde politique » (4,8 sur 8). Non seulement cet item se retrouve dans la deuxième partie du tableau, mais il se trouve également précédé par trois items particuliers : les actions collectives locales, les actions individuelles et le travail intérieur d'un grand nombre de personnes. Ainsi, si l'absence de développement personnel n'était pas perçue comme une menace planant sur le monde, le travail sur soi ainsi que les actions individuelles et collectives sont investis d'une capacité à produire un changement bien au-delà de la crédibilité dont le monde politique peut se targuer. Cette ligne de tension nous semble particulièrement intéressante, c'est pourquoi nous proposons de la développer ici, en tentant d'en tirer les conclusions.

4. Qui sera l'acteur du changement espéré ?

4.1. Le désaveu du politique

Le rapport des individus interrogés à « la politique » en général est intéressant à analyser car très révélateur¹¹. Les individus se disent massivement s'intéresser aux enjeux politiques locaux et mondiaux (près de 80% s'accordent avec la proposition). Pourtant, le déficit de confiance dans le « monde politique en général » est impressionnant, comme le montre le tableau ci-dessous. Seuls 6,1% des individus déclarent avoir confiance dans le monde politique.

« De manière générale, j'ai confiance dans le monde politique »

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	1275	46,5	46,5
	Plutôt pas d'accord	868	31,7	78,2
	Neutre	432	15,8	93,9
	Plutôt d'accord	158	5,8	99,7
	Tout à fait d'accord	8	,3	100,0
	Total	2741	100,0	

Cette méfiance rejaille inévitablement sur la croyance en la possibilité de changer les choses en militant en politique, ce que seuls 43% des individus pensent. Par ailleurs, c'est aussi la lisibilité et la pertinence des catégories du système qui sont mises en cause : près de 40% des individus déclarent ne se sentir ni de droite, ni de gauche, et plus de 50% affirment que ces notions de droite et de gauche sont désuètes à leurs yeux. Cependant, le fait que le politique soit globalement perçu comme peu digne de confiance et incapable (p.ex. 68% des individus pensent qu'il n'a plus la capacité de réguler l'économie) n'empêche pas les répondants de continuer massivement à formuler des

¹¹ Evidemment, des différences statistiquement significatives sont à observer dans les positions des 16% qui sont militants politiques et les 84 % restants de l'échantillon. Malheureusement, nous ne pouvons faire place ici pour toute la richesse du matériau, et traitons donc ces deux sous-échantillons ensemble.

demandes à son égards : plus de régulation des transactions financières, des entreprises, du contrôle des ressources, un meilleur système éducatif, etc.

Le désaveu du politique semble être accompagné d'une promotion par les individus de moyens d'action que l'on pourrait qualifier d'apolitiques (au sens où leur valeur provient justement du fait qu'ils n'empruntent pas les voies de l'action politique) : les actions collectives locales et « nouveaux mouvements sociaux » d'une part, et les actions individuelles (en ce compris le travail sur soi et le développement personnel) d'autre part.

4.2. Actions collectives et nouveaux mouvements sociaux

On peut repérer sans difficulté chez les individus interrogés l'idée selon laquelle le « point d'Archimède » à partir duquel il sera possible de produire du changement se trouve « en dehors du système » - et, de leur point de vue, le politique semble faire partie du système. Les individus se représentent eux-mêmes volontiers comme les membres d'une « nouvelle génération » et ont le sentiment d'« en être », de se trouver « where the action is », « là où ça bouge ». Ils pensent en fait être les chevilles ouvrières de ce changement à venir. 77% d'entre eux sont d'accord avec l'idée que leurs activités (hors de leur travail) participent à la construction d'un monde meilleur. De leur point de vue, ils sont des pionniers, plus préoccupés et plus sensibles à ces questions que la moyenne de la population encore peu éveillée. Ils ont également la conviction que ce mouvement dont ils sont les fers de lance est amené à s'amplifier. 79% d'entre eux prétendent y travailler en sensibilisant son entourage à ces préoccupations. Le mouvement social tel qu'ils l'imaginent se ferait donc en dehors des voies classiques institutionnalisées (d'où l'usage très fréquent du qualificatif « alternatif ») et sur le modèle de la contagion ou de la capillarité, jusqu'à ce qu'intervienne un basculement global (cf. la métaphore de la goutte d'eau qui fait déborder le vase). Comme le montre le tableau suivant, près de 80% des personnes interrogées pensent qu'une minorité d'individus peut à elle seule changer les choses.

"Une minorité qui pense différemment peut faire bouger les choses"

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	47	1,7	1,7
	Plutôt pas d'accord	218	8,0	9,7
	Neutre	357	13,0	22,7
	Plutôt d'accord	1376	50,2	72,9
	Tout à fait d'accord	743	27,1	100,0
	Total	2741	100,0	

Ainsi, alors que seuls 43% des individus pensaient qu'il était possible de changer les choses en s'investissant en politique, ils sont moins de 30% à exprimer des doutes « quant à l'efficacité des actions menées par ceux qui, au sein du monde associatif, militent pour une autre société ». Autrement dit, ce sentiment d'être à la marge, d'être différent ou alternatif, d'avoir une conscience plus aigüe, semble totalement constitutif du sentiment de leur propre légitimité, au point que 76,1% des individus revendiquent avoir « l'impression d'être en décalage par rapport à la société dans laquelle ils vivent ».

4.3. Le travail sur soi¹²

Plus étonnant encore, de nombreux répondants semblent investir les actions individuelles, le développement personnel ou le travail sur soi comme facteur de changement social. La foi en la minorité se double d'une foi en l'individu et en ses capacités. Pour les besoins de cet article, on peut définir ici le développement personnel comme une logique dispositif (de sens et d'action) selon laquelle l'individu peut, seul ou en groupe, produire un travail sur lui-même afin de mobiliser des ressources présentes « en lui » et jusqu'alors inexplorée, dans le but d'améliorer certains aspects de sa vie et du monde dans lequel il évolue¹³. S'il peut avoir mauvaise presse dans certaines strates de la société, le développement personnel n'est en rien perçu comme un phénomène négatif dans notre échantillon: seuls 10% s'accordent avec la proposition « le développement personnel est surtout le fait d'individus qui ne s'occupent que d'eux-mêmes », quand 77% la rejettent (13% se déclarant « neutres »). Au contraire, le développement personnel bénéficie de l'aspect « anti-système » dont il est souvent affublé. Pourquoi le travail sur soi est-il investi de cette vertu de changer le monde ? Plusieurs raisons sont fournies par les individus (p.ex. 91,2% d'entre eux pensent que « la qualité des rapports entre être humains sera déterminante pour notre futur »), mais celles-ci peuvent être subsumées sous « l'anthropologie à visée pratique » et la « cosmologie à visée pratique » (Marquis, 2012) que donnent à voir les grammaires des individus. Ces formations symboliques d'usage commun peuvent être comprises comme des façons de concevoir l'homme et le monde pour les rendre accessibles à l'action. Pour la majorité des individus interrogés, l'humain est « un être fondamentalement bon » (seuls 27,4% sont en désaccord avec la proposition), mais c'est « la société qui pervertit certains êtres humains » (seulement 15% en désaccord). Dans cette représentation, les individus réactivent un vieux schème de pensée très courant, qui oppose le « bon sauvage » au « mauvais civilisé ». En 1969, la sociologue C. Herzlich avait déjà repéré ce schème dans le discours de sens commun autour de la santé et de la maladie. La « société » est, dans le sens commun, encore un signifiant flottant mobilisé pour expliquer de nombreux problèmes. Elle est du côté de l'artificiel qui nous contamine, tandis que notre intériorité représente le réservoir de naturel, de pureté. Ainsi, il est intéressant de noter que la majorité des individus ne se sentent pas respectés dans leur intériorité par l'environnement social dans lequel ils évoluent.

« J'ai l'impression d'évoluer dans un environnement social qui respecte ce que je suis au plus profond de moi »

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	434	15,8	15,8
	Plutôt pas d'accord	1019	37,2	53,0
	Neutre	602	22,0	75,0
	Plutôt d'accord	545	19,9	94,9
	Tout à fait d'accord	141	5,1	100,0
	Total	2741	100,0	

¹² La rédaction de cette partie s'inspire également d'un travail de thèse réalisé à partir d'un matériau complémentaire à la base de données discutée ici : des entretiens avec des lecteurs d'ouvrages de développement personnel, ainsi que et des lettres issues du courrier des lecteurs d'auteurs de ce type d'ouvrages (Marquis, 2012).

¹³ Pour une discussion plus approfondie de la façon dont il est possible de définir en sciences sociales le « développement personnel », je renvoie à Marquis, 2012.

Deux conséquences de cette représentation symbolique sont à noter. Premièrement, les individus revendiquent, contre l'ontologie naturaliste qui sépare l'homme de la nature (Descola, 2005) une approche plutôt moniste : 95,2% partagent la vision selon laquelle « la Terre est un grand organisme avec lequel nous devrions vivre en harmonie », et 92,8% s'accordent pour dire que « l'être humain est une partie de la nature et ne doit pas s'ériger comme son maître ». Là aussi, c'est « la société » qui aurait perverti l'homme en le coupant d'une relation symbiotique à l'environnement qu'il est impératif de rétablir.

La deuxième conséquence est encore plus intéressante. Dans la grammaire des individus, il y a un donc sens à travailler sur soi (son identité, son intériorité, ses valeurs, sa relation authentique à son corps ou à autrui, etc.) pour se « (re)trouver soi-même », même et d'autant plus si ce travail implique une prise de distance par rapport à la « société », au « système ». Comme on l'a vu, une bonne partie des personnes interrogées annoncent en effet être sur un chemin de développement personnel, d'actualisation de leur potentiel humain, etc. De leur point de vue, il ne s'agit pas là d'un choix que nous pouvons décider de faire. « Se développer » constitue bien plutôt une obligation, comme le montre le tableau suivant.

« De manière générale, tous les êtres humains devraient chercher à se développer tout au long de leur vie »

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	11	,4	,4
	Plutôt pas d'accord	15	,5	,9
	Neutre	175	6,4	7,3
	Plutôt d'accord	885	32,3	39,6
	Tout à fait d'accord	1655	60,4	100,0
	Total	2741	100,0	

Cette obligation n'est pas seulement une question de respect de soi, c'est aussi une question de vie en société. Pour les individus, il n'y a aucun contresens à parler de « responsabilité sociale du développement personnel ou du travail sur soi ». En effet, dans cette anthropologie pratique, on peut détecter une équation entre développement personnel et développement social, ainsi que le montre l'adhésion très large au poncif¹⁴ selon lequel « être soi, c'est déjà faire bouger les choses ».

« Etre soi, c'est déjà faire bouger les choses »

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	33	1,2	1,2
	Plutôt pas d'accord	111	4,0	5,3
	Neutre	463	16,9	22,1

¹⁴ Ce terme n'est pas à comprendre de manière péjorative, il signifie simplement que cette expression est capable de ressaisir un certain esprit du temps

Plutôt d'accord	1075	39,2	61,4
Tout à fait d'accord	1059	38,6	100,0
Total	2741	100,0	

5. Les affinités électives entre développement personnel, développement durable et déclin du politique

Le déclin de la crédibilité du politique et le (sur)investissement de la capacité individuelle ou collective observés dans cette grammaire du changement sont-ils des phénomènes liés ? C'est ce que nous voudrions analyser maintenant. Il y a deux manières complémentaires d'interpréter le lien entre ces deux représentations. La première tient à la structure de la société (au sens sociologique du terme, cette fois), et la seconde tient à l'environnement moral de notre monde.

5.1. Comment agir dans un monde complexe ?

Selon cette première interprétation, il faudrait chercher la raison de cette (nouvelle) façon d'envisager le changement social dans l'hypercomplexité de la société moderne, dans laquelle les « chaînes de causation » (selon l'expression de Simmel) se sont tellement allongées qu'il nous est souvent bien difficile de comprendre qui est responsable de ce qui nous arrive. Ainsi, un directeur du personnel peut licencier des employés parce qu'il est soumis à des impératifs de rentabilité décidés sur un autre continent pour plaire à une myriade d'actionnaires inconnus et invisibles (parmi lesquels, pourquoi pas, les employés licenciés ?). Nous sommes ainsi souvent soumis à des effets systémiques que personne ne maîtrise vraiment (même si, bien sûr, certains ont infiniment plus de pouvoir que d'autres d'en tirer des bénéfices plutôt que d'en subir des conséquences (voir Boltanski, 2009)). Les individus interrogés semblent partager ce sentiment d'illisibilité d'une société dans laquelle on ne sait pas très bien où agir et sur qui faire pression pour que ça change. Le décalage entre les réponses à deux affirmations présentées l'une à la suite de l'autre dans le questionnaire est frappant :

		"J'ai la volonté d'agir sur la société"			"J'ai l'impression d'avoir une prise sur le monde tel qu'il est aujourd'hui"		
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Valide	Pas du tout d'accord	40	1,5	1,5	348	12,7	12,7
	Plutôt pas d'accord	146	5,3	6,8	869	31,7	44,4
	Neutre	661	24,1	30,9	847	30,9	75,3
	Plutôt d'accord	1264	46,1	77,0	540	19,7	95,0
	Tout à fait d'accord	630	23,0	100,0	137	5,0	100,0
	Total	2741	100,0		2741	100,0	

Alors que près de 70% des individus déclarent avoir la volonté d'agir sur la société, ils ne sont pas 25% à partager l'impression d'avoir une prise sur le monde tel qu'il est aujourd'hui. Comment arrivent-ils alors à concilier ce sentiment d'impuissance avec la foi dans la possibilité d'un changement social dont ils seraient éventuellement les acteurs ? La réponse semble évidente : en

travaillant sur ce qui est travaillable - c'est-à-dire au premier chef soi-même, et éventuellement sur ceux qui nous sont proches. De ce point de vue, la croyance dans la vertu du développement personnel ou de l'action des petits groupes à produire du changement social s'avère être la conséquence logique, rationnelle et sensée du sentiment d'impuissance généré par l'illisibilité. De même, la défiance par rapport au politique semble surtout marquer une incrédulité par rapport à la possibilité qu'un *projet politique* (dans sa forme classique) change une société sur laquelle il n'a finalement plus tellement de prises non plus.

Cette réponse a beau apparaître évidente, compréhensible et rationnelle une fois remise dans le contexte des sociétés complexes, elle n'en a pas moins inquiété de longue date de nombreux sociologues pour lesquels il existe un lien évident entre le désinvestissement du politique et le surinvestissement du travail sur soi. Parmi les travaux intéressants, on peut mentionner *La gestion des risques* de R. Castel (1981). Voici 30 ans, l'auteur se demandait déjà quelles seraient les conséquences du fait que « [...] lorsque les options économiques, sociales et politiques se trouvent hors des prises du sujet, le psychologique se trouve doté d'une réalité, sinon autonome, du moins autonomisée. *Nous avons maintenant affaire à une subjectivité d'autant plus « libre » qu'elle ne gère plus que des enjeux dérisoires.* La vie sociale étant d'ores et déjà désinvestie dans de nombreux secteurs des options qui dépassent la mise en scène de l'économie personnelle, la constitution d'une sociabilité saturée par le psychologique crée le dernier théâtre où se déploie une culture relationnelle qui ne peut alors avoir d'autre finalité que sa propre reproduction » (1981 : 191, souligné par nous). La thèse est certainement stimulante, mais le but n'est pas ici de se positionner sur la pertinence de la critique de Castel.

5.2. Un fond commun : l'appréhension libérale du monde

Nous pensons que cette première interprétation doit être complétée par une seconde, qui fait intervenir le contexte *moral* (au sens de Durkheim, c'est-à-dire les mœurs partagés) dans lequel nous évoluons. On peut faire l'hypothèse qu'il existe une affinité élective beaucoup plus profonde entre le discours autour du développement personnel et la grammaire du changement dévoilée par les propos des individus. Autrement dit, si le discours du développement personnel et le discours du développement durable s'actualisent mutuellement avec une telle facilité dans cette grammaire, c'est parce qu'ils entrent tous deux en résonance avec un même fond philosophique dont nous sommes, même sans toujours nous en rendre compte, totalement pétris : le libéralisme.

Avant de développer ce point, mentionnons à titre indicatif que l'hypothèse d'une affinité entre développement personnel et développement durable semble vérifiée dans notre échantillon. A travers plusieurs analyses factorielles en composantes principales, nous avons construit différents facteurs rassemblant l'information contenue dans différentes variables.

Retenons-en trois pour l'exercice actuel. Le premier facteur concerne le « comportement attentif à l'écologie ». Il a été construit à partir de 9 variables ayant trait à ce thème (α de Cronbach de 0.853, eigenvalue reprenant 47% de la variance totale). Une seconde analyse factorielle a permis de créer un autre facteur, qui concerne la « pratique du travail sur soi ». Il a été construit à partir de 13 variables investiguant différents aspects de ce domaine (α de Cronbach de 0.870, eigenvalue reprenant 42% de la variance totale). Une troisième analyse a donné lieu à la création d'un troisième facteur, intitulé « perception de sa capacité à adopter un comportement propice au développement

durable » à partir de 10 variables ((α de Cronbach de 0.635, eigenvalue reprenant 31% de la variance totale).

Corrélations entre les trois facteurs

		comportement attentif à l'écologie	comportement de travail sur soi	perception de sa capacité à adopter un comportement propice au développement durable
comportement attentif à l'écologie	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale) N	1 2741	,282 ,000 2741	,661 ,000 2741
comportement de travail sur soi	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale) N	,282** ,000 2741	1 2741	,416** ,000 2741
perception de sa capacité à adopter un comportement propice au développement durable	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale) N	,661** ,000 2741	,416** ,000 2741	1 2741

Comme le montre ce tableau, les trois facteurs entretiennent des corrélations positives dans notre échantillon. Travail sur soi et comportement attentif à l'écologie vont de pair (R de 0,282), de même que travail sur soi et perception de sa capacité à adopter un comportement propice au développement durable (R de 0,416). Enfin, comportement attentif à l'écologie et perception... sont également corrélés à hauteur de 0,661. Ainsi, plus on a tendance à travailler sur soi, plus on se montre attentif à certaines dimensions importantes du développement durable, comme par exemple un comportement soucieux de l'environnement¹⁵.

Nous voudrions ici défendre l'idée que si ces sensibilités semblent, dans une certaine mesure aller de pair, c'est parce qu'elles s'ancrent dans une même tradition philosophique : celle du libéralisme¹⁶. Cela peut sembler paradoxal du fait que « le libéralisme » (là aussi un signifiant creux) est bien un adversaire affiché et revendiqué pour bon nombre d'individus. Pourtant, les grammaires du changement présentées ici semblent appuyer la thèse d'Ehrenberg (2010) selon lequel l'environnement moral dans lequel nous évoluons est perclus de représentations libérales, tantôt issues de la philosophie politique (e.a. Locke), tantôt de la représentation de la société comme un marché (e.a. Smith) ou encore de doctrines célébrant l'individu (entre beaucoup d'autres : le puritanisme de Calvin, le transcendantalisme américain d'Emerson, la psychologie humaniste d'A. Maslow, les courants aujourd'hui populaires qui insistent sur le *pouvoir de notre pensée* sur nous-mêmes et sur le monde tels, parmi tant d'autres, la psycho-cybernétique ou la psychologie positive)¹⁷, etc. Toutes ont façonné notre manière de nous représenter nous-mêmes et de nous affubler certaines qualités. En reprenant Ehrenberg, on peut sociologiquement qualifier notre

¹⁵ la démonstration pourrait être faite pour d'autres dimensions, notamment sociale, mais cela prendrait trop de place.

¹⁶ Malheureusement, nous ne pouvons ici approfondir la distinction entre libéralisme économique et politique, ni celle entre libéralisme « à l'américaine » et « à la française ».

¹⁷ Voir Ehrenberg (2010) et Marquis (2012) pour une présentation de ces filiations.

environnement moral comme libéral parce qu'il y est attendu un certain comportement de la part des individus : celui de l'autonomie. Ehrenberg qualifie de façon stimulante nos sociétés comme étant des sociétés de « l'autonomie comme condition », dans lesquels le comportement autonome n'est plus un état auquel beaucoup aspirent (ce qui était le cas durant les Trente Glorieuses), mais une norme, un attendu social désirable, une compétence *présupposée* à chaque individu et qu'il lui est demandé d'activer dans une série de circonstances. Il se doit donc d'être responsable de lui-même, sans quoi il risque des sanctions sociales plus ou moins formalisées. Depuis quelques années, les sciences sociales se sont notamment préoccupés des conséquences de ces nouvelles représentations et pratiques dans le domaine de la redistribution de la richesse par l'Etat. Ainsi, plusieurs sociologues ont produit des travaux critiques de ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler « l'Etat social actif », où l'aide n'est plus inconditionnelle, mais subordonnée à la démonstration par le bénéficiaire d'un comportement autonome visant à reprendre les rênes de sa vie (voir p.ex. Vielle *et al* (dir.), 2005).

Il est frappant de voir combien le ton souvent inquiet et critique des sociologues par rapport à cet environnement moral libéral et ses hypothétiques conséquences tranche avec la façon dont les individus endossent la structure de ce discours pour l'appliquer à d'autres pans de leur existence - où, il est vrai, le leitmotiv de l'autonomie et de la responsabilité individuelle ne prennent pas la forme d'une contrainte imposée par d'autres comme c'est le cas dans l'aide sociale à l'ère de l'Etat social actif. Les représentations indigènes du changement social semblent constituer l'un de ces pans. Que cela soit présenté dans un vocabulaire ésotérique ou non, psychologisant ou non, l'individu *autonome* est, dans les grammaires du changement, considéré comme l'atome de base de l'action (qui peut éventuellement devenir collective de proche en proche). Il ne s'agit pas bien sûr d'une hypothèse scientifique que formuleraient les répondants, mais bien d'une proposition *morale*, qui se réfère à l'anthropologie à visée pratique décrite plus haut. De leur point de vue, le rôle du politique, qui a échoué dans sa mission de nous éviter (ou de nous faire sortir d') un monde en crise, se restreint à celui de mettre en place les conditions de cette *action individuelle*¹⁸, en tant qu'elle semble être la seule piste de sortie crédible, voire possible.

Mais comment ne pas voir que dans ces grammaires, l'agent le plus probable, le plus *efficace* du changement est au final la *responsabilité individuelle* qu'ils appellent de leurs vœux, responsabilité dont chacun d'entre-nous peut et doit faire preuve en se prenant en main pour son bénéfice propre comme pour celui de la collectivité¹⁹ ? Comment ignorer que les répondants semblent faire de l'advenue d'un monde nouveau une question d'*efforts individuels* et de *volontés personnelles agrégées* ? Comment ne pas saisir la proximité entre la représentation classique du marché (basée sur des individus autonomes, propriétaires de leur liberté et agissant en conscience) et l'idée que le changement social interviendra par l'agrégation de *changements individuels* (ou par petits groupes)

¹⁸ C'est ce que traduit le vocabulaire de la « capacitation » ou de l'« empowerment ». Pour illustration, mentionnons que 91,2 % des individus interrogés s'accordent avec l'idée que « L'Etat devrait mettre des sujets comme une meilleure connaissance de soi-même et les relations avec les autres au même niveau que la connaissances et les formations professionnelles ».

¹⁹ C'est par ailleurs exactement la même idée qui fait couler beaucoup d'encre lorsqu'on la retrouve appliquée dans le monde de l'entreprise, ou dans l'« Etat social actif », où les bénéficiaires d'allocations sont évalués à l'aune de leur capacité à se prendre en charge. Il est par ailleurs intéressant de noter que seuls 13,9% des individus que nous avons interrogés déclarent ne pas être d'accord avec la proposition « Je pense que la collectivité doit prioritairement aider, parmi les personnes en difficulté, celles qui font tout ce qu'elles peuvent pour s'en sortir ».

dans nos *représentations* et nos *mentalités*²⁰ ? Le monde n'irait-il pas mieux s'il était enfin rendu à l'individu libre, fondamentalement bon et responsable que finira par faire de chacun d'entre-nous un travail sur soi ?

Rappelons aussi que la première définition du développement durable, formulée dans le rapport dit « Brundtlandt » en 1987 est celle d'un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». N'est-ce pas là une traduction diachronique de la maxime énoncée par le philosophe et économiste libéral-utilitariste John Stuart Mill selon laquelle « ma *liberté* s'arrête là où commence celle des autres » (1806-1873)? Autonomie, responsabilité individuelle, efficacité, effort personnel, liberté, mentalité, etc. : ce vocabulaire est bien celui du libéralisme, et se trouve mobilisé dans ses manifestations que nous percevons parfois comme souhaitables, parfois comme détestables.

6. Conclusion

Ces grammaires témoignent des façons d'exprimer les inquiétudes et les espoirs propres aux sociétés individualistes (pour lesquelles l'individu est la valeur suprême²¹). Mais n'est-ce pas justement « l'individualisme ambiant » qui, dans le sens commun (et dans certains travaux scientifiques) est incriminé comme cause de la crise ? Selon Ehrenberg, il n'y a rien de paradoxal à cela : en comparant les Etats-Unis et la France, il a pu proposer l'hypothèse selon laquelle la critique des sociétés individualistes est consubstantielle de leur fonctionnement.

La reconnaissance de l'inscription du discours du développement durable dans la tradition libérale, qui se manifeste notamment dans les affinités électives entre celui-ci et le discours autour du développement personnel repérées dans les grammaires ne le disqualifie en rien. Elle ne le justifie pas non plus. Ce n'était pas le but de cet article. Elle permet cependant d'éclairer sous un jour différent certaines tensions qui semblent accompagner le mouvement depuis ses débuts, qu'il s'agisse du rôle dont le politique est censé être investi ou de la contradiction entre l'idée de développement et de « durabilité », ou encore de l'oscillation de l'utopie entre liberté et déploiement des désirs d'une part et l'autoritarisme ascétique d'autre part (voir Paquot, 2008). Elle montre aussi que, si nous pouvons pointer du doigt le libéralisme ou certains de ces aspects, nous ne pouvons pas nous détacher si facilement de son vocabulaire, de ses représentations, que nous avons appris à aimer au cours des siècles. Ainsi, même la formulation d'utopies indigènes (de sens commun) ne peut s'en passer. Elle s'en inspire pour imaginer ce à quoi doivent ressembler tant la « vie bonne » que « la vie ensemble dans le monde ».

²⁰ Cette vision n'est pas neuve, et elle a trouvé une formulation typique dans le courant du New Age (Garnoussi, 2007). On pourrait même faire l'hypothèse - qui mériterait d'être approfondie - que si les répondants insistent à ce point sur la nécessité que *chaque* individu se prenne en charge, c'est parce qu'ils ont l'impression de vivre dans une situation que les théoriciens des jeux qualifient d' « équilibre de Nash » (ou « dilemme du prisonnier »). Postulant la rationalité des acteurs, cette théorie explique la difficulté à agir collectivement dans un contexte de rareté : si *tout le monde* n'adopte pas un comportement profitable à l'ensemble (p. ex. un comportement attentif à l'écologie), les plus grands perdants seront ceux qui l'auront adopté alors que d'autres auront fait jouer leur profit personnel au détriment de l'ensemble.

²¹ « Une société est individualiste quand elle donne la même valeur à tout être humain. C'est là le fondement de la vie en commun de ces sociétés, au sens où cette valeur est la valeur suprême » (Ehrenberg, 2010 : 141).

Bibliographie

Abts, K., Dobbelaere K. & Voyé L. (Eds.) (2011) *Nieuwe Tijden Nieuwe Mensen. Belgen over arbeid, gezin, ethiek, religie en politiek*, Leuven : Uitgeverij LannooCampus, 2011.

Beck, U. (1986) *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Éditions Aubier, 2001

Bernié-Boissard, C. et Chevalier, D. (2011) « Développement durable : discours consensuels et pratiques discordantes. Montpellier et Nîmes » *Espaces et sociétés*, 2011/4 (n° 147), pp.41-55.

Boltanski L. & E. Chiapello (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard.

Boltanski L. (2009). *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris: Gallimard.

Bourdieu, P. (1998) « L'essence du néolibéralisme », *Le monde diplomatique*, mars 1998.

Bourg, D. et Whiteside, K. (2010) *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Paris, Editions du Seuil, 2010.

Boutaud, A. et Brodhag, C. (2006) « Le développement durable, du global au local. Une analyse des outils d'évaluation des acteurs publics locaux », *Natures Sciences Sociétés* 2/2006 (Vol. 14), p. 154-162.

Castel R. (1981). *La gestion des Risques, de l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*. Paris: Editions de Minuit.

Castoriadis, C. (1975) *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Editions du Seuil.

de Lara, Ph. (2008) « Anthropologie du totalitarisme Lectures de Vincent Descombes et Louis Dumont », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2008/2, pp.353-375.

De Munck, J. (1999), *L'institution sociale de l'esprit. Nouvelles approches de la raison*, Paris, Presses universitaires de France.

Descola, Ph. (2005) *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard.

Dumont, L. (1976). *Homo aequalis*. Paris: Gallimard.

Dupin, E. (2009) « La décroissance, une idée qui chemine sous la récession », *Le Monde diplomatique*, août 2009.

Dupuy, J.-P. (2002) *Pour un catastrophisme éclairé*, Paris, Editions du Seuil, 2002.

Ehrenberg, A. (2010). *La société du malaise*. Paris, Odile Jacob.

Frippiat, D., et Marquis, N. (2010), « Les enquêtes par Internet en sciences sociales : un état des lieux (trad. angl. : Web Surveys in the Social Sciences: An Overview) », *Populations*, n°65 (2), pp. 309-338.

Garnoussi, N. (2007). De nouvelles propositions de sens pratiques dans le domaine de l'existential : étude sociologique de la nébuleuse psycho-philo spirituelle. Thèse pour le doctorat en sciences des religions et systèmes de pensée, sociologie, Paris : EPHE.

- Gauchet M. (1979) De l'avènement de l'individu à la découverte de la société. *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 34(3): 451-463.
- Gauchet, M. (1985) *Le Désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Gallimard, Paris, 1985.
- Gauchet, M. (1990) « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », *Le Débat*, n°60, 1990/3, pp.57-72
- Herzlich C. (1969). *Santé et maladie. Analyse d'une représentation sociale*. Paris: EPHE/Mouton
- Illouz, E. (2008). *Saving the modern soul : therapy, emotions, and the culture of self-help*. Berkeley: University of California Press.
- Le Goff, J.-P. (2009) « Au nom du développement durable, *Le Débat*, n°156, pp.80-97.
- Lecourt, D. (2003) *Humain post-humain*, Paris, Presses universitaires de France, 2003.
- Lemaître, F. (2009) « La tentation du retour du malthusianisme », *Le Monde*, 26 novembre 2009.
- Levi-Strauss, C. (1950) « Introduction à l'oeuvre de Marcel Mauss » in Mauss, M. *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1950
- Marquis, N. (2012) *Sociologie de la pratique de lecture du « développement personnel » en régime d'autonomie : du texte à l'expérience*. Thèse pour le doctorat en sciences politiques et sociales, Bruxelles : FUSL.
- Martin, O. (2009) *L'Enquête et ses méthodes : l'analyse de données quantitatives*, Paris, Armand Colin.
- Musso, P. « De la socio-utopie à la techno-utopie », *Manières de voir. le monde diplomatique*, N°112, 2010, pp 6-10.
- Paquot, Th. (2007) *Utopies et utopistes*, Paris, La Découverte.
- Polanyi, K. (1944) *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.
- Ray, P. et Anderson, S.(2000). *The cultural creatives. How 50 million people are changing the world*, New York : Harmony Books.
- Rosanvallon, P. (1979) *Le capitalisme utopique*, Paris, Gallimard.
- Rudolf, F. et Kosman, J. (2004) « Le développement durable entre programme d'action et applications », *Ecologie & politique* 2/2004 (N°29), p. 37-51.
- Scarwell, H.-J. et Roussel, I. (2006) « Le développement durable, un référentiel pour l'action publique entre activité et tensions » *Territoires en mouvement*, 2006/1 [en ligne sur revues.org]
- Sloterdijk (1983), *Critique de la raison cynique*, Paris, Christian Bourgeois, 1987.
- Stengers, I. (2009), *Au temps des catastrophes. résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte, 2009.

Thompson, E.P. (1963), *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Editions du Seuil, 2012.

Vielle, P., Pochet, Ph., Cassiers, I. (dir.) (2005) *L'état social actif. Vers un changement de paradigme ?*, Bruxelles, Editions Peter Lang.

Vivien, F.-D. (2003) « Jalons pour une histoire de la notion de développement durable », *Mondes en développement* 1/2003 (n° 121), p. 1-21.

Wittgenstein, L. (1953) *Recherches philosophiques*, Paris, Gallimard, 2004.

Zaccaï, E. (2007) « Développement durable et disciplines scientifiques », *Natures Sciences Sociétés* 4/2007 (Vol. 15), p. 379-388.